Vaud

Administration

Un seul service coiffera tous les aspects de la mobilité

Nuria Gorrite vient de fusionner les services de la mobilité et de la route pour mieux faire avancer les grands projets

Mehdi-Stéphane Prin

La fin de la guerre entre le rail et la route dans le canton passe aussi par une fusion dans l'administration. Hier, la cheffe du Département des infrastructures, Nuria Gorrite, a marié les 500 employés du Service des routes avec la vingtaine du Service de la mobilité. «Les moyens de transports sont devenus complémentaires pour les gens, et plus concurrents. L'administration doit s'adapter à l'évolution des modes de vie des Vaudois.» Les noces viennent de donner naissance à la Direction générale de la mobilité et des routes. Cette structure va notamment permettre au Canton de mieux coordonner les nombreux grands projets prévus dans ses agglomérations.

Attirer les ingénieurs

L'opération va notamment permettre la mise en commun des forces humaines, notamment celle des ingénieurs, pour faire avancer plus rapidement les dossiers prioritaires. «Planifier un tunnel ferroviaire ou routier, l'approche reste la même», explique Vincent Krayenbühl, nouveau directeur général de la Mobilité et des Routes. L'ancien chef du Service de la mobilité rappelle d'ailleurs qu'il a souvent fait appel aux compétences de ses voisins des routes, en particulier lors des études sur le métro M2.

En permettant aux ingénieurs en mobilité de ne plus rester cantonnés soit à la route soit au rail, Nuria Gorrite voit un autre avantage. «Ces postes deviennent plus attractifs. Aujourd'hui, nous peinons à recruter. J'espère qu'en rendant ces postes plus intéressants, nous séduirons de jeunes ingénieurs.»

Même si les deux services travaillaient depuis quelques années



La conseillère d'Etat Nuria Gorrite et son directeur de la Mobilité et des Routes, Vincent Krayenbühl, veulent mieux coordonner les grands projets. PHILIPPE MAEDER

«La mobilité des Vaudois explose. Les subventions du Canton augmentent fortement. Pour répondre à ces nouveaux défis, l'administration devait se restructurer»

Nuria Gorrite

de manière plus proche, les couacs de coordination perduraient. Par exemple, des travaux de rénovations de la RC 601 (Lausanne-Payerne) étaient planifiés l'année, 2017, où le Canton presse les CFF de rénover la ligne de la Broye pour faire circuler le RER. Les bus remplaçant les trains ont évité les bouchons de justesse.

Les Communes vont également avoir un interlocuteur unique pour les questions de transports: les voyers de l'ancien Service des routes. «Ce seront nos ambassadeurs dans les régions pour tous les problèmes de mobilité», explique Nuria Gorrite. Les autorités locales ne recevront plus

non plus deux réponses, parfois divergentes, du Département des infrastructures.

Autre avantage de la fusion, le Département des infrastructures va pouvoir mieux suivre les projets techniquement difficiles. Cela concerne en particulier les travaux confiés aux petits trains. Les nombreux couacs qui ont émaillé la mise en service de la fréquence à quinze minutes du LEB font figure d'exemple à éviter pour Nuria Gorrite. «La mobilité des Vaudois explose. Les subventions du Canton augmentent fortement. Pour répondre à ces nouveaux défis, l'administration devait se re-

Deux personnes intoxiquées à Montreux

Une mère et sa fille ont été gravement intoxiquées au monoxyde de carbone, hier, à Chailly-sur-Montreux. Un chauffage défectueux est en cause

Incommodée par une odeur suspecte, une jeune fille de 13 ans a réveillé sa mère tôt hier matin, dans leur villa des hauts de Montreux. Cette dernière, se sentant mal, a aussitôt alerté le 144. L'intervention qui s'est déroulée ensuite a mobilisé un gros déploiement de secours, puisqu'un important taux de monoxyde de carbone a été constaté dans le logement.

Les deux femmes ont été prises en charge par deux ambulances du centre de secours et d'urgence de la Riviera, épaulées par le Service mobile d'urgence et réanimation, puis par deux hélicoptères de la Rega. Les deux blessées ont dû

être héliportées à l'Hôpital universitaire de Genève, où se trouve le caisson hyperbare nécessaire au traitement de ces cas. Lors de leur transfert, leur état était jugé sérieux par le corps médical.

L'intervention a également mobilisé les pompiers de la Riviera, venus contrôler que personne d'autre ne se trouvait dans la villa. Ils ont également réalisé les mesures du taux de monoxyde de car-

Un technicien de Gaz Vevey ainsi qu'un ramoneur ont également été mis à contribution pour effectuer les premières investigations, avec l'appui des gendarmes. Il en ressort qu'un défaut technique de l'installation de chauffage à gaz de l'habitation serait à l'origine de l'accident.

Une instruction pénale a été ouverte par le procureur de service. L'enquête est confiée aux gendarmes du poste de Montreux. F.W.D.M.

Dix jours pour penser la prison grâce à Foucault

Le groupe Infoprisons organise une série de débats, de projections ou encore d'expositions autour de l'œuvre et de l'héritage du philosophe français

Comment la prison au quotidien est-elle vécue? Quelle est la relation entre justice et psychiatrie? Et celle entre ceux qui sont enfermés et ceux qui ne le sont pas? Ces questions sont d'actualité, mais ne datent pas d'aujourd'hui.

Le philosophe français Michel Foucault lançait il y a plus de quarante ans le Groupe d'information sur les prisons (GIP). Et donnait pour la première fois une voix aux détenus. Il élaborait aussi une critique du système carcéral. Son ouvrage *Surveiller et punir* a depuis sans cesse nourri les réflexions à ce sujet.

Aujourd'hui, quel écho sa pensée trouve-t-elle? Le groupe Infoprisons, fondé en 2010 à la suite du décès de Skander Vogt dans sa cellule des Etablissements de la plaine de l'Orbe (EPO), lance le débat. Il s'associe à différents acteurs pour une série d'événements. Le Théâtre de la Grange, l'association Prélude, l'Ecole d'études sociales et pédagogiques (EESP), le groupe Regard critique ou encore la Ligue suisse des droits de l'homme. «Le système pénitentiaire marche un peu sur la tête, explique Anne-Catherine Menétrey-Savary, du groupe Infoprisons. Peut-être qu'y réfléchir en prenant des dimensions histo-



«Le système pénitentiaire marche un peu sur la tête»

Anne-Catherine Menétrey- Savary, du groupe Infoprisons

riques, culturelles, artistiques, politiques ou encore sociales fera avancer le débat.»

L'idée fondatrice de cet événement intitulé «Foucault, la prison aujourd'hui», réside dans une pièce de théâtre: Foucault 71, qui retrace l'engagement du philosophe pour la création du GIP. A voir à la Grange de Dorigny. La soirée d'ouverture se fera autour du film Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère, inspiré d'un ouvrage du philosophe.

Des tables rondes, des expositions et d'autres films complètent la programmation de ces dix jours. Il est vivement recommandé de réserver ses places aux différents rendez-vous. **CI.M.**

«Foucault, la prison

aujourd'hui», du 19 au 30 mars, à Lausanne, Cossonay et Pully. Programme sur www.infoprisons.ch.

En attendant d'être Monsieur Rail

• Officiellement, Vincent Krayenbühl n'assure pas un intérim à la tête de la Direction de la mobilité et des routes. Nuria Gorrite s'apprête pourtant à chercher son remplaçant. Avec cette stratégie, la conseillère

d'Etat peut se permettre de prendre son temps pour trouver la perle rare qui dirigera la nouvelle structure, jugée stratégique pour le développement du canton.

Vincent Krayenbühl est appelé à devenir, en effet, le délégué aux grands projets ferroviaires. Un rôle sur mesure pour l'ancien chef du Service de la mobilité, connaisseur réputé du monde du rail. L'ingénieur de 60 ans devra notamment veiller sur les intérêts ferroviaires vaudois, notamment dans la perspective

.....

des futurs financements fédéraux du fonds FAIF récemment votés par les Suisses.

Le haut fonctionnaire, au service du Canton depuis 1983, devra aussi veiller sur la réalisation des gigantesques chantiers de modernisation du nœud ferroviaire. L'occasion pour Vincent Krayenbühl de jouer les diplomates entre les différents acteurs, mais aussi de mettre la pression sur les CFF pour qu'ils construisent le plus rapidement possible. «Il faut savoir parfois susciter la créativité des ingénieurs.»



Broye Quinze

Quinze millions pour un EMS

A Granges-près-Marnand, l'EMS La Lembaz va pouvoir s'agrandir. Le Conseil d'Etat a accordé sa garantie à la Fondation Le Pérou pour qu'elle puisse emprunter 15,6 millions de francs. Les intérêts seront pris en charge par les pouvoirs publics. Cela permettra de construire un bâtiment de 50 lits au total. Soit 25 lits pour la psychiatrie de l'âge avancé et 25 lits pour la gériatrie. En outre, des logements protégés et un centre d'accueil temporaire pour dix personnes trouveront place au nord de la passerelle. D.A.

Université

/ millions

C'est le montant du crédit-cadre que le Conseil d'Etat demande au Grand Conseil pour financer la suite des travaux d'entretien lourd de l'Université de Lausanne pour la période 2014-2016. Ces 7 millions seront consacrés en majeure partie aux travaux de réfection de façades et de toitures, au changement de verrières, à l'installation de systèmes de ventilation. Dans un communiqué, le Canton rappelle que la valeur des constructions réalisées sur le site universitaire de Dorigny s'élève à 744 millions. D.A.

Projet d'agglo Corridors naturels sur la Versoix

Le projet d'agglomération franco-valdo-genevois ne vise pas qu'à densifier la ville, mais aussi à valoriser ses espaces verts. Ainsi Jacqueline de Quattro, cheffe du Département du territoire et de l'environnement, signera-t-elle le 27 février le contrat «Corridors Vesancy-Versoix». L'aménagement de ces passages pour la faune participe d'un programme qui prévoit trente-huit mesures sur cinq ans sur les bords de la Versoix. Ces corridors servent à «mettre en réseau» divers milieux naturels pour améliorer leur biodiversité. D.A.

Projet d'agglo bis Priorité garantie à un air plus propre

Le gouvernement vaudois le promet: l'actualisation du plan d'assainissement de l'air de l'agglomération Lausanne-Morges reste une priorité. C'est même un des projets stratégiques de la Direction générale de l'environnement, qui relève du département de la libérale-radicale Jacqueline de Quattro. C'est ce que répond le Conseil d'Etat aux interrogations de la députée socialiste Valérie Schwaar. Dans son message, le gouvernement précise le calendrier de cette démarche qui intègre de nombreux acteurs communaux et cantonaux. D.A.